

Convention collective

**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(NORD - PAS-DE-CALAIS)
(21 septembre 1984)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1985,
Journal officiel du 7 février 1985)

AVENANT N° 36 DU 30 NOVEMBRE 2004

NOR : AGRS0597031M

Entre :

L'union régionale des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux du
Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'union régionale du syndicat FO ;
L'union régionale du syndicat CFTC ;
L'URAF-CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au titre III de la convention collective, un chapitre VII intitulé « Indemnisation en cas de décès du salarié » est créé, ainsi rédigé :

CHAPITRE VII

Indemnisation en cas de décès du salarié

Article 46 bis

Il est institué, au profit des salariés non cadres, une couverture décès qui comprend 3 prestations :

- un capital décès ;
- une rente éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

A. – Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la Mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

B. – Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point Agri-Prévoyance revalorisée chaque année au 1^{er} septembre.

C. – Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès, et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal à un pourcentage du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

D. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

E. – Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation de 0,40 % des rémunérations brutes de tous les salariés non cadres.

Cette cotisation est financée à hauteur de 60 % par l'employeur et 0,40 % par le salarié, soit respectivement à hauteur de 0,24 % et de 0,16 %.

F. – Organisme assureur

Agri-Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Article 2

Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques, ainsi que le choix de l'organisme assureur, sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

Article 3

Durée, dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité, ainsi que la rente éducation, de la garantie décès en cours de service, sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation. Les garanties décès sont également maintenues pour les assurés en cours de service de rente invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle.

Article 4

Date d'effet

Le présent régime entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Nord à Lille.

Fait à Lille, le 30 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)